
BAROMÈTRE DE LA DURABILITÉ SOCIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ALLEMANDE 2017



Novembre 2017

Édité par

Institute for Advanced Sustainability Studies e. V. (IASS)

Berliner Straße 130

14467 Potsdam – Allemagne

Tél: +49 (0) 331-28822-340

Fax: +49 (0) 331-28822-310

E-Mail: media@iass-potsdam.de

www.iass-potsdam.de

Auteurs

Daniela Setton, Ira Matuschke et Ortwin Renn

Contact

daniela.setton@iass-potsdam.de

Directeur de la publication (ViSdP) : Professeur Dr Mark G. Lawrence,
directeur scientifique général

DOI: 10.2312/iass.2017.029

BAROMÈTRE DE LA DURABILITÉ SOCIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ALLEMANDE 2017

Messages clés et résumé des principaux résultats

La version longue de l'étude, accompagnée d'une description détaillée du protocole de recherche, pourra être téléchargée à partir de janvier 2018 sur www.iass-potsdam.de • www.dynamis-online.de

AVANT-PROPOS

Fait réjouissant, la transition énergétique allemande, ou *Energiewende*, fait l'objet d'intenses activités de recherche. Nous disposons à présent d'estimations fiables sur les technologies, les coûts pour les consommateurs finaux et la société, et les conséquences auxquelles on peut s'attendre pour l'environnement et la santé. Nous savons combien les émissions de CO₂ ont déjà été réduites grâce à la transition énergétique, et comment procéder pour les réduire encore davantage. Il existe également un certain nombre d'études scientifiques traitant des effets de l'expansion des énergies renouvelables sur la protection de la nature et des espèces.

Une question reste cependant peu examinée : quels sont les effets de la transition énergétique sur la société ? Il est surprenant que nous en sachions si peu sur ce sujet. Les spécialistes s'accordent depuis longtemps à dire que les dimensions du développement durable ne sont pas seulement économiques et écologiques, mais aussi sociales. Il est donc tout aussi important d'analyser les effets de la transition énergétique sur la société que sur l'économie ou l'écologie. Il est grand temps de donner un fondement empirique solide à la question de la durabilité sociale. L'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS) a mené, avec l'Institut RWI-Leibniz pour la recherche économique, une étude auprès de plus de 7500 ménages. Avec le « Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande 2017 », nous présentons aujourd'hui les résultats pour la première fois.

Une chose est claire : les résultats sont remarquables, et ils vont faire du bruit. À juste titre. Tout ne va pas bien dans la durabilité sociale de la transition énergétique. Bien que la transition énergétique en tant qu'idée et objectif reçoive un large soutien de la part de la société, le public est loin d'être satisfait de sa mise en œuvre. En résumé, les gens souhaitent que la transition énergétique se fasse d'un effort social commun. À bien des égards cependant, ils estiment que cette promesse politique n'est pas tenue. Quel que soit leur niveau de revenus, ils souhaitent plus de participation et d'écoute, et certains souhaitent aussi pouvoir faire davantage eux-mêmes. Les gens veulent des solutions plus justes pour le financement de la transition énergétique. Ils voient les opportunités et les défis de la transition énergétique avec réalisme et perspective. Sur de nombreux points, ils sont plus ambitieux et plus courageux que la politique ne semble le supposer.

Notre baromètre montre qu'une transition énergétique conduite contre les souhaits du public n'a aucun avenir en Allemagne. Il faut d'autant plus espérer que les résultats du baromètre seront pris en compte dans le débat politique sur la transition énergétique et que les responsables politiques en tireront les conclusions qui s'imposent. Examinez vous-même ces résultats fascinants que nous avons résumés dans cette brochure !

L'affaire ne s'arrêtera pas à cette première étude. Le Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande s'appelle ainsi parce que nous voulons mesurer les évolutions et en produire un compte-rendu chaque année. Notre projet est constitué d'une série chronologique qui permettra de détecter les tendances positives et négatives à un stade précoce.

Une chose est particulièrement importante pour nous : dynamis, le cadre collaboratif au sein duquel l'IASS a mené cette étude, se définit comme un think-do-rethink tank. C'est-à-dire que nous ne nous contentons pas de constater les lacunes que le baromètre indique en matière de durabilité sociale de la transition énergétique.

Nous voulons trouver comment améliorer la situation dans la réalité sociale. C'est dans ce but que nous avons mis en place des « laboratoires du monde réel », par exemple dans les régions de l'Anhalt et de la Ruhr. En gardant un esprit ouvert, mais toujours axé sur les personnes et les usagers, nous testons des démarches, des dispositifs et des voies menant vers plus de durabilité sociale pour la transition énergétique. Nous communiquerons nos résultats afin qu'ils soient inclus dans le discours politique sur la transition énergétique.

Nous serions ravis d'échanger avec vous sur ce sujet. Mais tout d'abord, nous vous souhaitons une bonne lecture !



Professeur Dr Ortwin Renn



Dr René Mono



Dr Stephan Muschick

LE BAROMÈTRE DE LA DURABILITÉ SOCIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ALLEMANDE

La transition énergétique est une opportunité tout autant qu'un défi pour la société. La restructuration du système énergétique conformément à la politique climatique vise une augmentation de l'efficacité énergétique, des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Elle soulève des questions fondamentales sur de nombreux aspects de la vie quotidienne future : du logement au travail, en passant par la mobilité, la consommation et les loisirs. Dans nombre de ces domaines, des décisions politiques actuellement en cours d'examen pourraient avoir un effet considérable sur les possibilités d'action et les ressources de différents groupes de population. Il n'est donc pas étonnant que des objectifs sociaux tels que « l'équité », la « justice » et la « compatibilité sociale » jouent un rôle croissant dans les efforts pour trouver les meilleures solutions de mise en œuvre de la transition énergétique.

Le traitement de ces objectifs de durabilité sociale sera décisif pour le succès de transition énergétique. **La durabilité sociale n'est pas un lubrifiant qui facilite l'acceptation, mais un modèle positif pour un « effort commun » à l'échelle de toute la société**, par lequel toutes les parties de la société se sentent concernées, et auquel elles peuvent participer activement pour influencer leur cadre de vie.

Il n'existait jusqu'à présent aucune base de connaissances fiable permettant de comprendre suffisamment les attitudes, les notions de justice et les expériences des différents groupes de population en ce qui concerne la transition énergétique ainsi que les défis,

les risques et les opportunités qui y sont associés. Le discours politique s'intéresse principalement à la question de la mise en œuvre technique et économique de la transition énergétique. Pratiquement personne n'a étudié de façon systématique comment la population allemande perçoit et considère la transition énergétique, ni où cette population situe son propre rôle dans cette transformation en cours. Nous souhaitons combler cette lacune avec cette publication.

Avec le Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande, nous proposons **une base de données empirique de suivi annuel**, afin d'appréhender aussi précisément que possible les évolutions liées à la dimension sociale de la durabilité. Que pense le public allemand de la transition énergétique et de son organisation actuelle ? Comment les gens se représentent-ils une transition énergétique équitable ? Dans quelle mesure se sentent-ils concernés par la transition énergétique ? À quel degré souhaitent-ils participer, et quelles attentes ont-ils pour le déroulement futur du processus de transformation ?

Ce baromètre est un dispositif de mesure qui décrit la situation actuelle de la durabilité sociale, puis enregistre les progrès et les régressions dans la mise en œuvre des dimensions sociales de la transition énergétique. Les données recueillies fournissent en outre des indications sur les défis et les problèmes existants ou émergents. Les résultats du baromètre identifient les champs d'action et les besoins en matière d'action, qui requièrent des mesures politiques appropriées. Le baromètre sert

ainsi de « système d'alerte anticipée » et peut informer les décisions politiques et la définition des priorités.

Les résultats présentés ici reposent sur **une enquête réalisée par Internet auprès de ménages représentatifs de la population**, qui a été menée en collaboration avec l'Institut RWI-Leibniz pour la recherche économique dans le cadre du panel de ménages forsa.omninet (le questionnaire standardisé peut être téléchargé sur www.dynamis-online.de). Plus de 7500 ménages en Allemagne ont participé. Ils ont été sélectionnés à l'aide d'une méthode aléatoire en plusieurs étapes. Cela permet d'extrapoler les résultats de l'échantillon à l'ensemble de la population, dans le cadre des intervalles de confiance statistique¹. Afin de recueillir une quantité suffisante de données sur les personnes appartenant à la catégorie de revenus inférieurs de la population résidant en Allemagne, le groupe de revenus inférieurs est surreprésenté dans la sélection (échantillon stratifié). Cela a cependant toujours été pris en compte dans l'analyse des données.

Le Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande a été conçu à l'aide d'une **méthode mixte**, qui combine des démarches quantitatives et qualitatives afin de traiter les questions étudiées de façon plus complète. Outre l'enquête auprès des ménages, des entretiens dirigés avec des experts ainsi que cinq entretiens de groupe (focus groups²) ont également été organisés. Les questionnaires sont basés sur un examen approfondi de la littérature scientifique sur le sujet, ainsi que sur une analyse complète du discours et des acteurs du débat politique sur les dimensions sociales de la transition énergétique.

Cette brochure présente les premiers résultats du Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande, qui seront à l'avenir publiés chaque année. Le baromètre est mis en œuvre sous la coordi-

nation de l'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS) dans le cadre du partenariat dynamis et en collaboration avec le projet E-Navi de Kopernikus. Le « think-do-rethink tank » dynamis a été créé en décembre 2016 par la Fondation innogy pour l'énergie et la société, la Fondation 100 prozent erneuerbar et l'IASS. Le projet de recherche E-Navi de Kopernikus a contribué principalement à l'organisation et à l'analyse des focus groups.

Nous souhaitons adresser nos chaleureux remerciements aux organismes qui ont soutenu et parrainé le Baromètre de la durabilité sociale, et plus particulièrement le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (BMBF), le projet E-Navi de Kopernikus, ainsi que les deux partenaires de dynamis, la Fondation innogy pour l'énergie et la société et la Fondation 100 prozent erneuerbar. Nous remercions également nos collègues de l'IASS ainsi que tous les experts dans les domaines de la science, de la politique, de la société civile et de l'économie qui ont accompagné et soutenu la création du baromètre avec un grand intérêt et nous ont offert de précieux conseils.

Le Baromètre de la durabilité sociale de la transition énergétique allemande fournit **une base de connaissances essentielle pour les processus de décision qui détermineront la transition énergétique**. Il indique les domaines qui requièrent l'attention des responsables politiques ainsi que les domaines où les lacunes perçues doivent être comblées par le processus politique. Nous espérons que les résultats du baromètre serviront d'incitation et de guide pour amener la dimension sociale au même plan que les volets technique et économique de la transition énergétique, et pour trouver une réponse courageuse aux besoins d'agir identifiés.

Potsdam, le 5 novembre 2017

Daniela Setton, Ira Matuschke, Ortwin Renn

1 | UN LARGE CONSENSUS POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

88% de la population sont favorables à la transition énergétique, pour tous les niveaux d'éducation, toutes les catégories de revenus³ et toutes les tranches d'âge, aussi bien dans les zones rurales que dans les villes. Même chez les climatocéptiques, la transition énergétique est très largement incontestée, avec un taux d'approbation de **77%**.

75% de la population considèrent la transition énergétique comme une tâche d'intérêt commun à laquelle chaque membre de la société devrait contribuer. C'est également vrai pour **70%** des ménages aux revenus les plus faibles.

Seulement **3%** de la population considèrent que la transition énergétique est une erreur et ne souhaitent pas y participer (« opposants à la transition énergétique »).

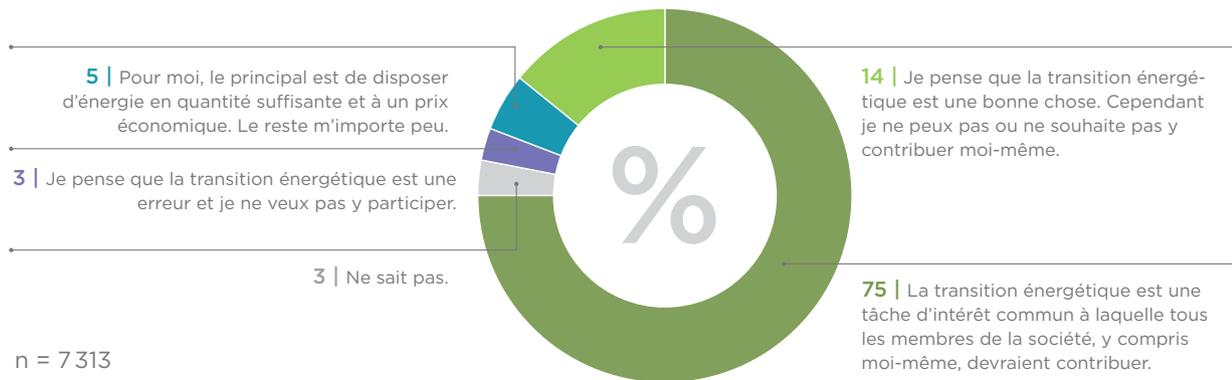
Plus de **87%** des partisans⁴ de la CDU/CSU, du SPD, du FDP, de Die Linke et de Bündnis 90/Die Grünen et **59%** des partisans de l'AfD sont favorables à la transition énergétique.

86% de la population sont favorables à ce que les citoyens puissent contribuer à la transition énergétique en tant que producteurs d'énergie. Cette proportion reste la même dans toutes les catégories de revenus.

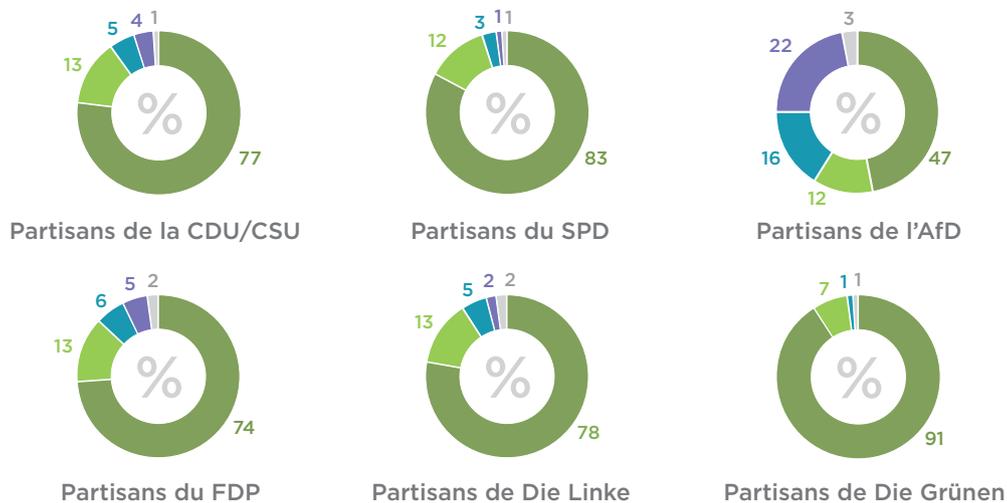


Le consensus sur la transition énergétique a une large assise. Justement à une époque où l'on parle de l'aggravation des divisions dans notre société, toutes les strates de population et tous les bords politiques sont d'accord sur la transition énergétique : c'est un objectif fermement ancré et positivement connoté dans tous les groupes sociaux. Même dans les groupes de population où l'on pourrait s'attendre à une attitude plus sceptique, par exemple dans les ménages aux revenus les plus faibles, la majorité est favorable à la transition énergétique. Une large majorité souhaite également que les citoyens participent à l'expansion des sources d'énergie renouvelable. **Les responsables politiques peuvent donc compter sur un large soutien pour une mise en œuvre ciblée de la transition énergétique.**

UNE MAJORITÉ ÉCRASANTE DANS TOUS LES CAMPS POLITIQUES



La transition énergétique bénéficie d'un large soutien sur tout l'échiquier politique



n = 4 307, ménages ayant indiqué une préférence pour un parti politique

2 | DEUX TIERS EN FAVEUR DE LA SORTIE DU CHARBON, PRESQUE AUTANT QUE POUR LA SORTIE DU NUCLÉAIRE

Tous les objectifs de la transition énergétique en matière de politique énergétique remportent des taux d'approbation élevés auprès de la population. En tête, l'augmentation de l'efficacité énergétique (**84 %**), l'expansion des énergies renouvelables (**82 %**) et la réduction de la consommation d'énergie (**80 %**).

63 % de la population sont en faveur de la sortie du charbon, dont **40 %** fortement. La sortie du charbon a donc un taux d'approbation similaire à celui de la sortie du nucléaire, qui se situe à **68 %** (dont **53 %** fortement). La sortie du charbon est rejetée par **11 %** de la population, dont **3 %** fortement. C'est encore moins que les **15 %**, qui rejettent la sortie du nucléaire.

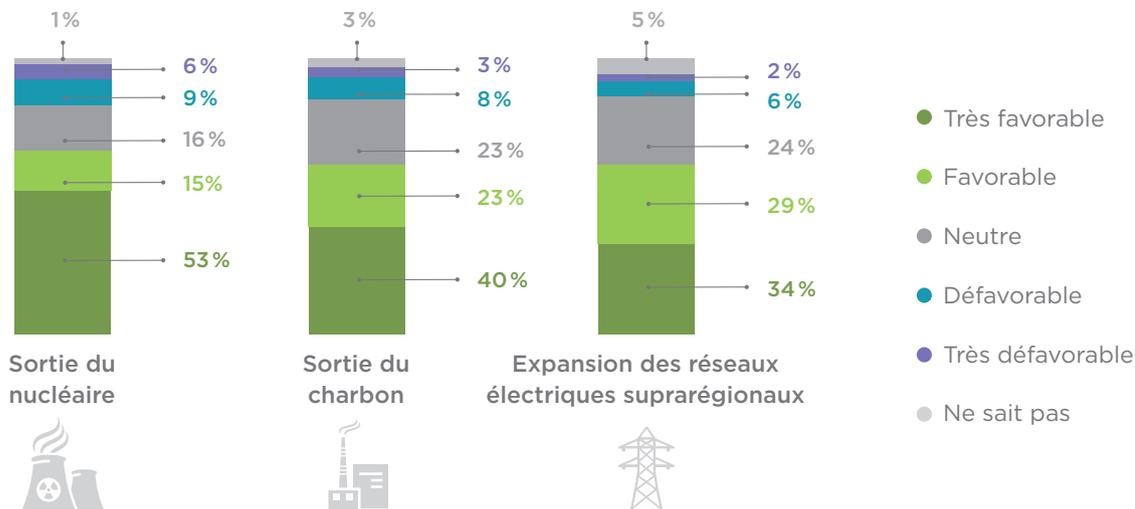
Même dans les quatre Länder qui ont des mines de lignite à ciel ouvert et des centrales au lignite (Brandebourg, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Saxe et Saxe-Anhalt), la majorité des répondants se déclare en faveur de la sortie du charbon. Avec **60 %**, l'approbation est particulièrement élevée en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

63 % de la population se prononcent en faveur de la poursuite de l'expansion des réseaux électriques suprarégionaux.



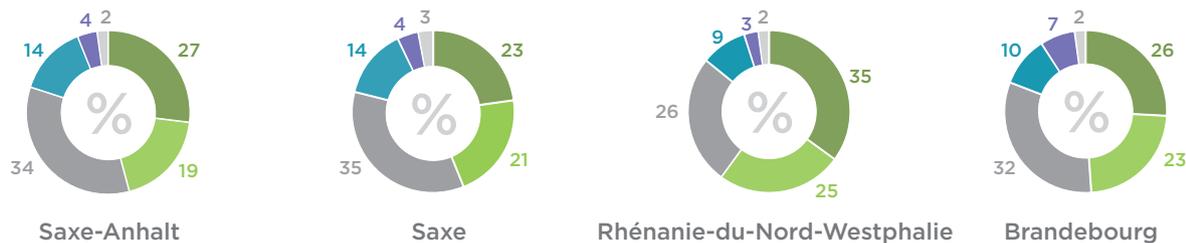
L'écrasante majorité des personnes qui vivent en Allemagne souhaite que l'utilisation du charbon soit abandonnée. C'est également le cas dans les Länder où le lignite joue un rôle important. Il faut explorer avec les différentes parties prenantes les options de développement durable pour les régions où le lignite est exploité, mais continuer à utiliser le charbon n'est pas la solution aux problèmes structurels. **Cela montre clairement que de vastes pans de la population soutiennent les efforts pour trouver un compromis politique afin que l'Allemagne cesse d'utiliser le charbon.**

LES OBJECTIFS DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SONT LARGEMENT APPROUVÉS



n = 7 459

Approbation de la sortie du charbon dans les Länder où le lignite est exploité



n = 278 (Brandebourg), 1429 (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), 401 (Saxe), 266 (Saxe-Anhalt)

3 | LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST CONTESTÉE

41% de la population jugent la **mise en œuvre de la transition énergétique en Allemagne** comme plutôt bonne, et **33%** comme plutôt mauvaise. Les ménages aux revenus les plus élevés ont une opinion légèrement plus positive (**47%**) que les autres catégories de revenus.

Les répondants se sont montrés particulièrement **critiques sur le sujet des coûts, et ce, pour toutes les catégories de revenus**. **66%** de la population considèrent que la transition énergétique coûte (plutôt) cher, et seulement **17%** qu'elle est (plutôt) économique. **73%** pensent que la transition énergétique fera augmenter le prix de l'électricité. **42%** des répondants ne pensent pas que l'énergie deviendra plus économique à long terme grâce à la transition énergétique.

Le scepticisme prédomine également dans toutes les catégories de revenus en ce qui concerne la question de l'équité : presque un répondant sur deux (**47%**) considère que la transition énergétique est plutôt inéquitable, et seulement un sur cinq (**22%**) pense qu'elle est plutôt équitable.

67% de la population pensent que **les coûts de la transition énergétique sont supportés par les gens ordinaires, alors que les riches et les entreprises en tirent plutôt un profit**. Cette opinion est particulièrement répandue chez les ménages aux revenus les plus faibles (**71%**), mais est également majoritaire chez les ménages aux revenus les plus élevés (**57%**).

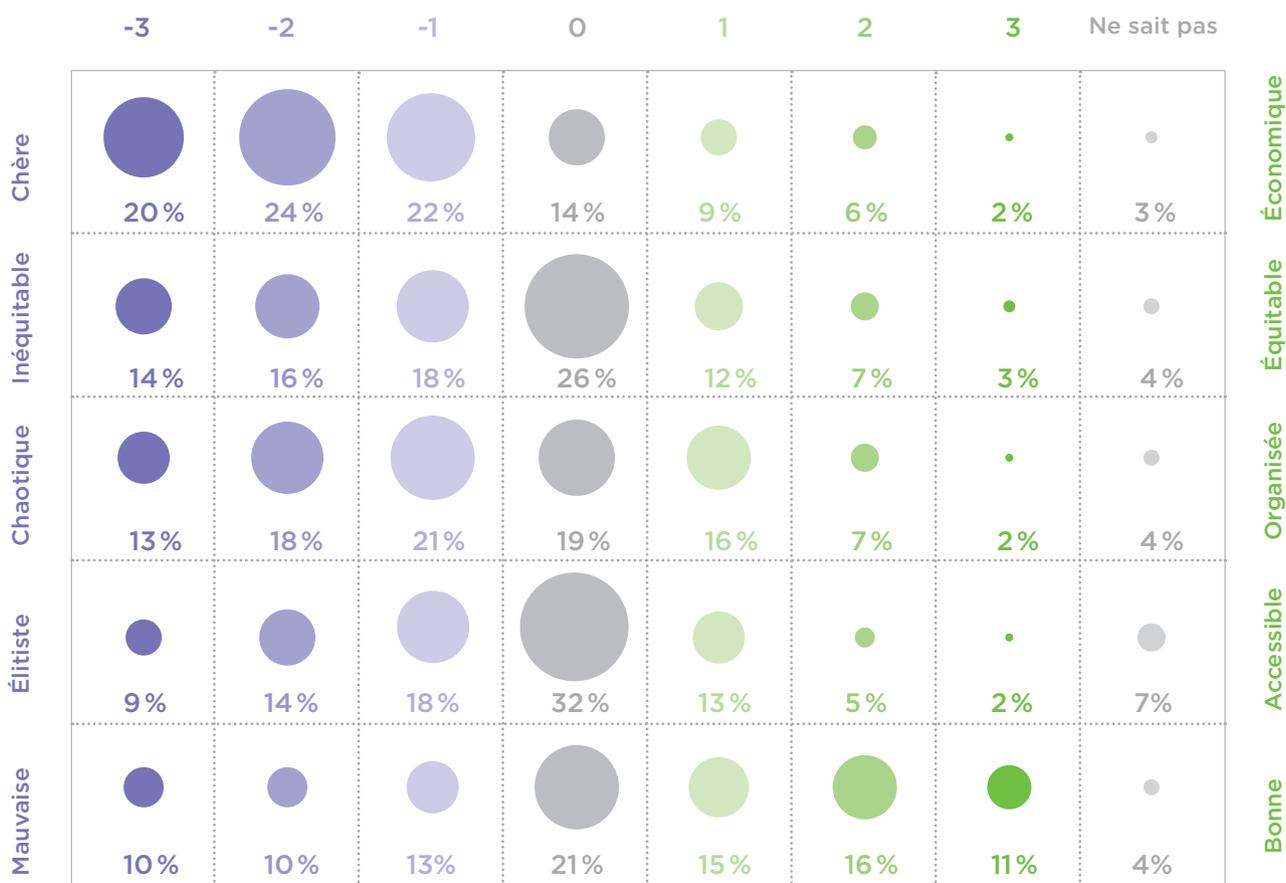
Les effets économiques de la transition énergétique sont considérés comme plutôt positifs. Presque une personne sur deux (**44%**) pense que **la transition énergétique est créatrice d'emploi**. **60%** ne pensent pas que la transition énergétique soit néfaste pour l'économie.



En comparaison avec l'approbation des objectifs de la transition énergétique, l'opinion publique sur le bilan de sa mise en œuvre politique est beaucoup plus réservée. La plupart des gens associent à la transition énergétique des caractéristiques négatives, la jugeant par exemple inéquitable, chère ou chaotique. Beaucoup sont toutefois plutôt satisfaits de sa mise en œuvre dans l'ensemble. La majorité n'identifie aucun effet nocif spécifique sur l'économie, mais des prix élevés ou une augmentation des prix de l'électricité. En outre, les deux tiers des répondants sont convaincus que le fardeau de la transition énergétique est supporté avant tout par les « gens ordinaires », tandis que les riches et les entreprises en profitent plutôt. Environ la moitié des répondants aisés est également de cet avis. **Cette perception d'une distribution déséquilibrée explique dans une large mesure le scepticisme que rencontre la mise en œuvre pratique d'un objectif pourtant soutenu par presque tout le monde.**

POINTS FAIBLES : LES COÛTS ET L'ÉQUITÉ

Opinion sur la transition énergétique en Allemagne basée sur des paires de caractéristiques



4 | DES ATTITUDES POSITIVES ÉTONNAMMENT SOLIDES

79% de ceux qui sont totalement convaincus que la transition énergétique mène à une augmentation des prix de l'électricité restent favorables à la transition énergétique.

83% de ceux qui sont totalement convaincus que les coûts de la transition énergétique sont supportés par les gens ordinaires alors que la transition énergétique profite aux riches et aux entreprises restent favorables à la transition énergétique.

86% de ceux qui pensent que la transition énergétique aura un impact financier et économique plutôt négatif sur leur vie au cours des dix prochaines années restent favorables à la transition énergétique.



L'attitude positive envers la transition énergétique est étonnamment solide. Les répondants sont majoritairement favorables à la transition énergétique et à l'expansion des énergies renouvelables même lorsqu'ils ont une opinion très critique de la mise en œuvre de la transition énergétique en termes de coûts et d'équité. Cela s'applique même aux personnes qui pensent qu'elles devront subir des conséquences financières et économiques négatives. La majorité de la population perçoit donc une augmentation des coûts, mais est prête à l'accepter pour la transition énergétique. Il est en conséquence peu probable que le soutien fondamental de la transition énergétique s'effondre à court terme, même si le scepticisme persiste quant à sa mise en œuvre. La transition énergétique fait partie intégrante de la représentation que les habitants de l'Allemagne ont de l'avenir. **Il ne faut cependant pas exclure un renversement de la tendance si le mécontentement sur la mise en œuvre de la transition énergétique venait à augmenter.**

LES SCEPTIQUES SONT AUSSI MAJORITAIREMENT FAVORABLES À L'EXPANSION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES



L'expansion des énergies renouvelables devrait en principe être encouragée.



C'est l'avis de

84% de la population

C'est également l'avis de

73% de ceux qui sont totalement convaincus que les coûts de la transition énergétique sont distribués inégalement.

68% de ceux qui sont totalement convaincus que la transition énergétique mène à l'augmentation des prix de l'électricité.

62% de ceux qui trouvent que la mise en œuvre de la transition énergétique coûte très cher.

62% de ceux qui trouvent que la mise en œuvre de la transition énergétique est très inéquitable.

5 | EXPANSION DE L'ÉOLIEN TERRESTRE : UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION POLITIQUE EST VIVEMENT SOUHAITÉE

24 % de la population **rejettent l'expansion des parcs éoliens terrestres**, dont **7 %** fortement. L'expansion de l'énergie éolienne terrestre reçoit donc le taux de rejet le plus élevé par rapport à toutes les autres technologies d'énergie renouvelable.

22 % des **personnes favorables à la transition énergétique se déclarent contre l'expansion des parcs éoliens terrestres**, dont **5 %** fortement. La situation est similaire pour les personnes favorables à l'expansion des énergies renouvelables, qui sont **21 %** à rejeter l'expansion de l'éolien terrestre, dont **4 %** fortement.

Indépendamment de la présence des parcs éoliens dans leur environnement local, **85 %** de la population pensent qu'il est important que **les citoyens puissent participer au processus de planification des parcs éoliens dans leur environnement dès ses premières phases**.

55 % de la population se déclarent favorables à ce que **les citoyens affectés par la construction des parcs éoliens puissent exercer un pouvoir de décision finale**, par exemple à l'aide d'un référendum. Avec **60 %**, ce sentiment est légèrement plus répandu parmi les répondants qui ont une vue directe sur des éoliennes à partir de leur domicile.

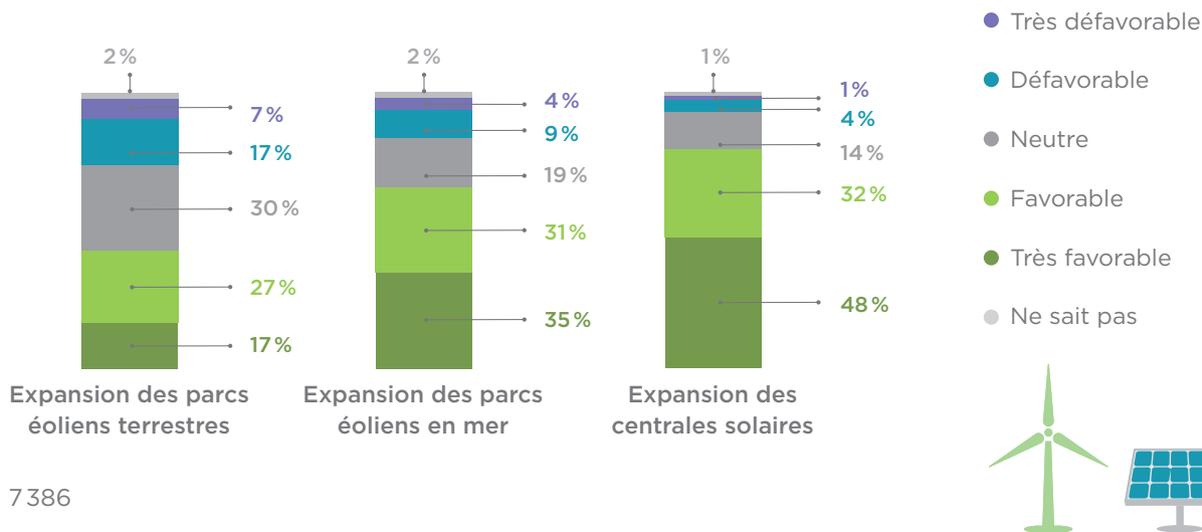
35 % de la population peuvent imaginer **participer à une action de protestation contre un projet de parc éolien**, dont **10 %** assurément et **25 %** dans certaines conditions, par exemple s'ils étaient directement affectés par le bruit, etc. Ce dernier point s'applique également aux **33 %** de ceux qui sont théoriquement en faveur de l'expansion de l'énergie éolienne.



L'expansion des énergies renouvelables reçoit un large soutien. Cela ne signifie cependant pas que tous les projets d'expansion sont approuvés dans la même mesure, surtout en ce qui concerne l'éolien. Un répondant sur quatre rejette l'expansion des parcs éoliens terrestres, qu'ils soient installés dans son voisinage ou ailleurs en Allemagne. Ce scepticisme n'a donc que peu à voir avec une mentalité individualiste : ailleurs, volontiers, mais pas chez moi ! Il exprime bien davantage un doute sur la nécessité et l'adéquation de l'énergie éolienne dans le cadre de la transition énergétique. Les centrales solaires sont en revanche beaucoup plus appréciées. De plus, le baromètre montre que les gens souhaitent pouvoir participer davantage au processus politique dans le domaine de l'expansion de l'éolien. **Pour une meilleure acceptation de l'énergie éolienne, une participation citoyenne large et substantielle dès les premières phases des projets est incontournable. L'éolien imposé d'en-haut rencontrera une opposition croissante.**

UN FOSSÉ ENTRE LES ATTITUDES ENVERS L'ÉOLIEN ET LE SOLAIRE

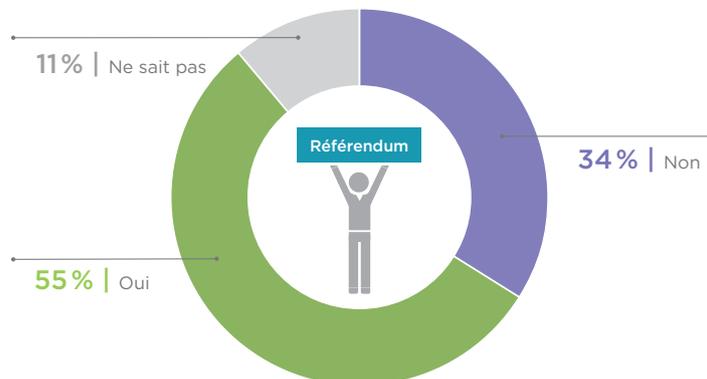
Attitudes de la population envers l'expansion des centrales solaires et des parcs éoliens en mer/terrestres



n = 7 386

LA MAJORITÉ VEUT QUE LES CITOYENS AIENT LE DERNIER MOT

Les citoyens concernés devraient-ils avoir le dernier mot lorsqu'il s'agit de décider de la construction d'un parc éolien, par exemple au moyen d'un référendum ?



n = 7 328

6 | UN MANQUE DE CONFIANCE DANS LA COMPÉTENCE DES PARTIS POLITIQUES

Presque la moitié de la population (**49%**) est mécontente des politiques de l'ancienne grande coalition (2013-2017) en ce qui concerne les progrès et la mise en œuvre de la transition énergétique.

Aucun des partis politiques représentés au Bundestag n'est capable de convaincre la grande majorité de la population sur le sujet de la mise en œuvre de la transition énergétique : **23%** des répondants trouvent que « aucun parti » n'a les meilleures propositions pour la mise en œuvre de la transition énergétique⁵, et **21%** n'ont pas d'avis sur la question. **20%** pensent que Bündnis 90/Die Grünen a les meilleures propositions.

Bündnis 90/Die Grünen est le seul parti capable de convaincre une grande majorité de ses partisans (**74%**) de sa compétence en matière de transition énergétique. La CDU/CSU convainc la moitié (**51%**) de ses partisans, le FDP **32%** et le SPD **26%**.

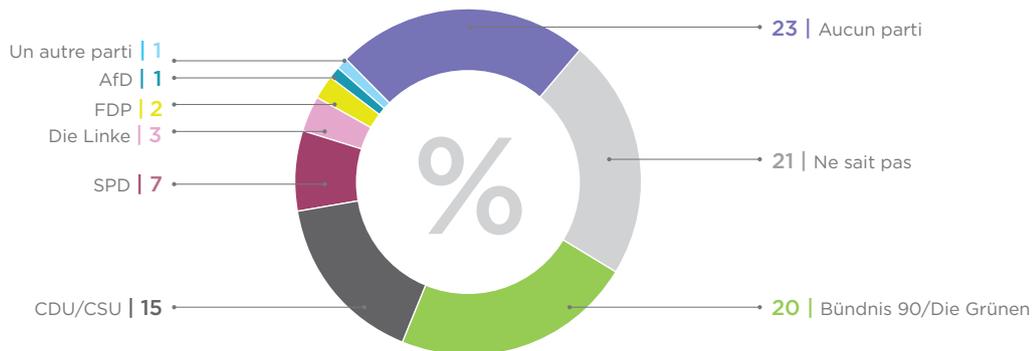
Bündnis 90/Die Grünen est le seul parti qui réussit à convaincre de façon significative les partisans de plusieurs autres partis de sa compétence en matière de transition énergétique, par exemple. **29%** des partisans du SPD, **22%** des partisans de Die Linke et **8%** des partisans du FDP.



Le désenchantement général vis-à-vis des partis politiques se vérifie aussi en ce qui concerne la transition énergétique : près d'un répondant sur quatre ne considère aucun parti comme compétent en matière de transition énergétique, tandis qu'un sur cinq n'a pas d'avis sur la question. Il est particulièrement frappant que ne nombreux partisans du SPD considèrent leur propre parti comme étant moins compétent que le parti des Verts. Le déficit de compétence perçu est nettement moins prononcé dans d'autres domaines politiques, par exemple dans celui de l'économie, de la création d'emplois ou de la justice sociale. Cela signifie que **le nouveau gouvernement fédéral ainsi que les partis de l'opposition doivent investir plus d'efforts pour tenir compte des souhaits de la population concernée et travailler sur des propositions de transition énergétique convaincantes. Ils doivent donner la priorité à une distribution équitable des coûts et des bénéfices, car le public identifie d'importantes carences dans ce domaine en Allemagne.**

TOUS LES PARTIS POLITIQUES SONT MAL NOTÉS SUR LA COMPÉTENCE

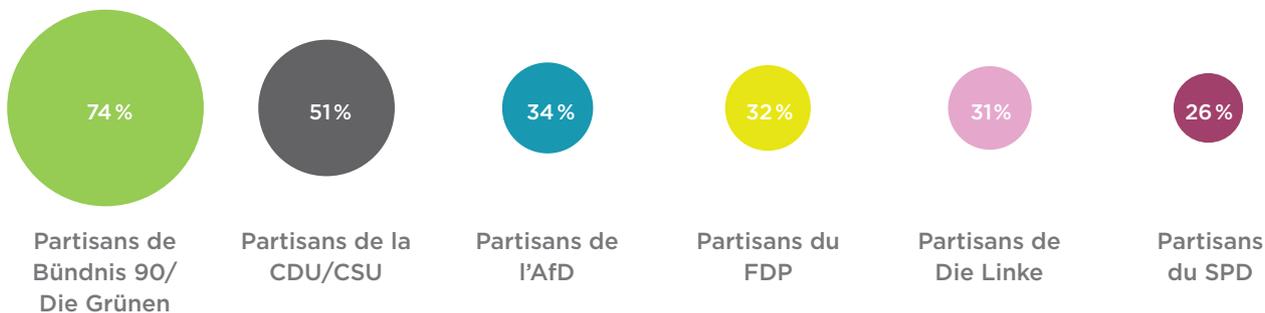
Quel parti a les meilleures propositions pour la mise en œuvre de la transition énergétique ?



n = 7 321 ; 7% de tous les répondants n'ont pas répondu à cette question

Quel parti politique convainc le mieux ses partisans de sa compétence en matière de transition énergétique ?

Proportion des partisans de chaque parti qui trouvent que leur propre parti a les meilleures propositions pour la transition énergétique.



n = 4 307, ménages ayant indiqué une préférence pour un parti politique

7 | LA MAJORITÉ REJETTE LES EXEMPTIONS DE LA SURTAXE EEG POUR L'INDUSTRIE

Au total, **72%** de la population rejettent les exemptions de la surtaxe mise en place par l'EEG (Erneuerbare Energien Gesetz, ou loi allemande sur les énergies renouvelables) pour les entreprises électro-intensives (groupes 1 et 2).

Le rejet de ces exemptions est **légèrement plus prononcé chez les ménages aux revenus les plus faibles** avec **75%** mais reste présent chez une nette majorité des ménages aux revenus les plus élevés, avec **66%**.

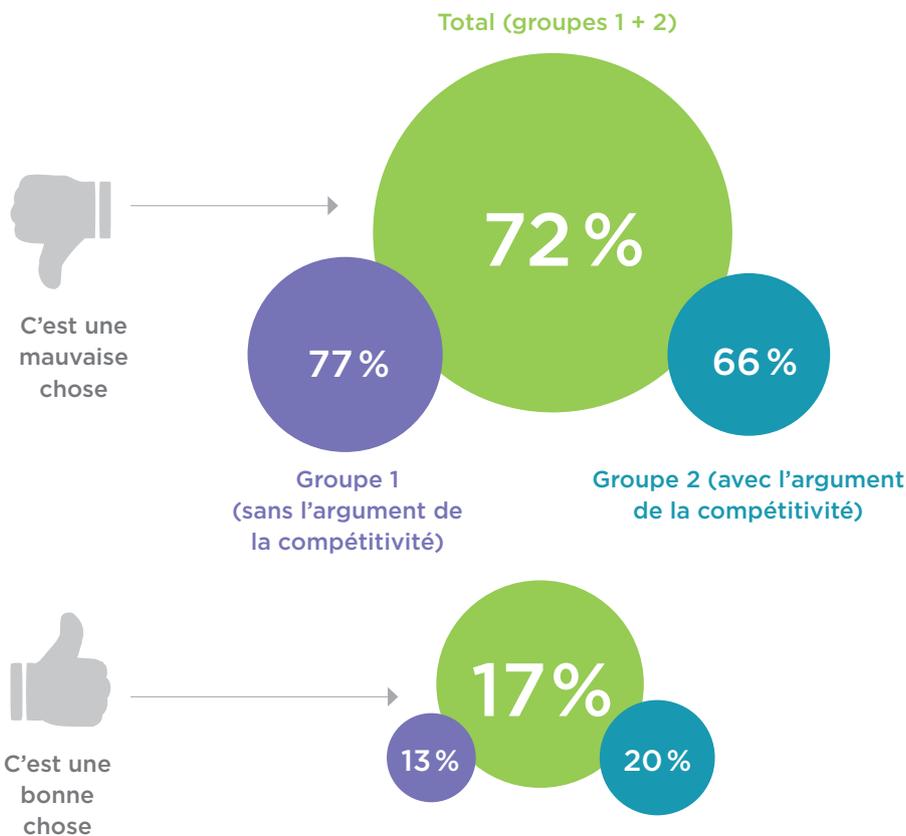
Le taux de rejet se maintient aux deux tiers (**66%**) lorsque la **protection de la compétitivité internationale des entreprises** est citée explicitement pour justifier ces exemptions (groupe 2).



Les règles d'exemption de la surtaxe EEG pour les secteurs électro-intensifs sont incompréhensibles pour plus des deux tiers des habitants de l'Allemagne. Ils pensent qu'il est injuste que les gros consommateurs d'électricité doivent payer le kilowattheure moins cher qu'eux-mêmes ou que d'autres entreprises ayant des besoins d'énergie moins élevés. La raison avancée par le gouvernement fédéral, c'est-à-dire la compétitivité, est tout aussi impopulaire auprès des répondants. L'opinion publique désapprouve donc en majorité la politique du gouvernement fédéral sur ce point. **La question posée ici aux responsables politiques est celle d'une révision fondamentale des règles d'exemption. De ces derniers est attendu un travail vers plus de crédibilité et de force de conviction lors de la conception des règles d'exemption.**

L'ARGUMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ NE RÉUSSIT PAS À CONVAINCRE LA MAJORITÉ

Actuellement, les entreprises électro-intensives (par exemple l'industrie chimique et la sidérurgie) sont très largement exemptées de la surtaxe EEG. *[De plus pour le groupe 2 : le gouvernement fédéral entend ainsi protéger la compétitivité internationale.]* Que pensez-vous de cette réglementation ?



n = 7 358
n (groupe 1) = 3 689 ;
n (groupe 2) = 3 669 ;
les deux groupes ont été
sélectionnés de façon aléatoire

8 | DISTRIBUTION ÉQUITABLE DES COÛTS : « CEUX QUI CONSOMMENT PLUS DOIVENT PAYER PLUS ! »

81% de la population rejettent le principe selon lequel **les consommateurs financent une grande partie des coûts associés à la transition énergétique à travers des surtaxes et des redevances sur le prix de l'électricité :**

- **60%** des répondants souhaitent que **les ménages et les entreprises responsables de niveaux élevés d'émissions de gaz à effet de serre paient** la plus grande partie des coûts associés à la transition énergétique.
- Seule une personne sur cinq (**21%**) est favorable à un **financement public** plus important des coûts associés à la transition énergétique.

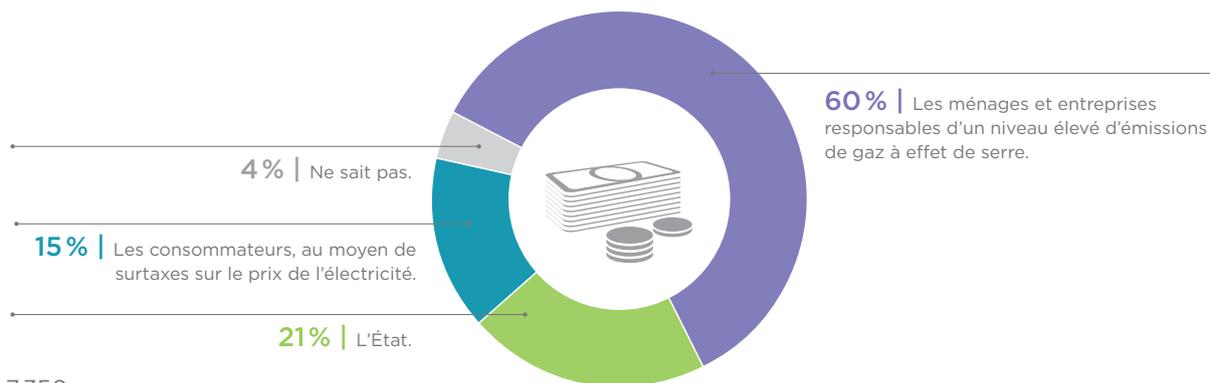
Presque la moitié de la population (**48%**) **recommanderait au gouvernement fédéral de mettre en place des barèmes progressifs afin d'assurer une distribution équitable des coûts dans le cadre de la transition énergétique.** Plus on consomme, plus le prix de chaque unité d'énergie supplémentaire devrait être élevé. Même ceux qui se considèrent comme grands consommateurs d'électricité se déclarent en faveur de cette idée à hauteur de **42%**.



Selon les répondants, ceux qui consomment plus d'énergie que la moyenne devraient payer un prix par unité d'énergie consommée plus élevé. Cela allègerait le fardeau des ménages les moins aisés, et encouragerait les ménages les plus aisés à consommer moins d'énergie. Cette revendication est également soutenue par 42 % des ménages ayant des besoins en électricité élevés. Elle est associée au souhait que ceux qui causent des émissions de CO₂ élevées supportent également une grande partie des coûts de la transition énergétique. **Les responsables politiques et les distributeurs d'énergie devraient donc examiner la possibilité d'intégrer un composant progressif dans la facturation de l'électricité et du chauffage. Une autre option serait de mettre en place un impôt progressif sur les émissions de CO₂ appliqué à la consommation finale dans tous les secteurs.** Il serait également possible de désactiver la surtaxe EEG et les autres surtaxes pour une consommation de base par personne, et de les rétablir à partir d'un certain niveau de consommation.

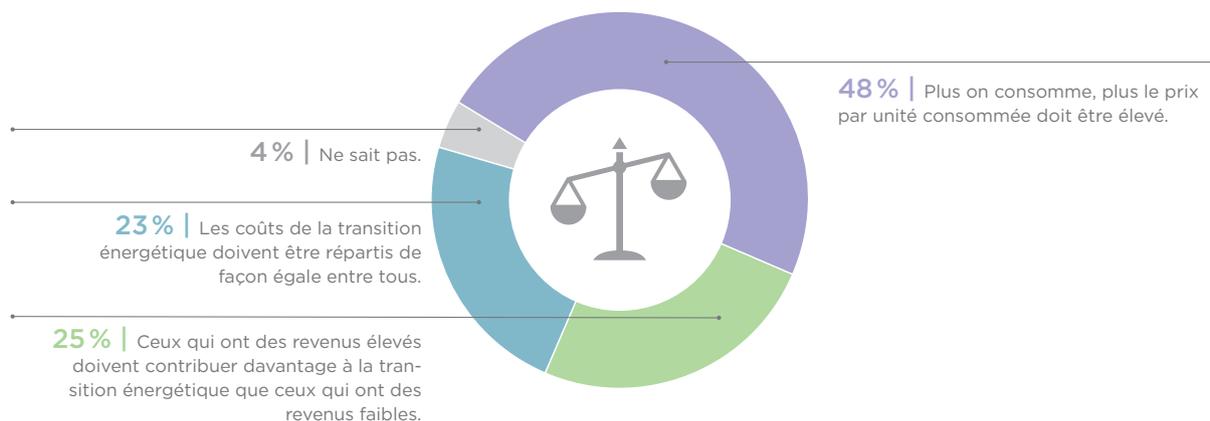
LES GRANDS CONSOMMATEURS DOIVENT CONTRIBUER D'AVANTAGE

Qui devrait assumer la plus grande partie des coûts de la transition énergétique ?



n = 7 350

Comment répartir équitablement les coûts de la transition énergétique ?



n = 7 323

9 | POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE SOCIALEMENT JUSTE, L'ÉTAT DOIT ASSUMER SES RESPONSABILITÉS

84% de la population considèrent que **l'État doit garantir un approvisionnement en énergie suffisant** à tous les habitants de l'Allemagne.

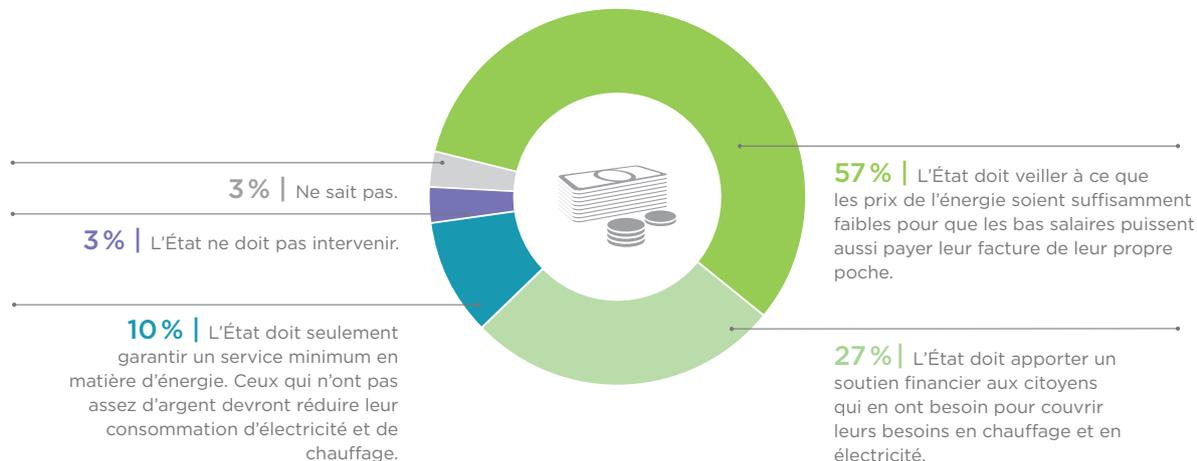
- Plus de **la moitié de la population (57%)** se déclare favorable à ce que **l'État garantisse des prix bas dans le secteur de l'énergie**, afin que les groupes de population qui ont des revenus faibles puissent payer leur consommation d'énergie eux-mêmes. C'est également l'opinion de **58%** des ménages aux revenus les plus faibles, et de **52%** des ménages aux revenus les plus élevés.
- Environ un quart (**27%**) pense qu'il est important que **l'État apporte une aide financière aux citoyens qui en ont besoin** afin qu'ils puissent couvrir leurs besoins en chauffage et en électricité. Cette opinion remporte un taux d'approbation similaire auprès des ménages aux revenus les plus faibles et des ménages aux revenus les plus élevés (**29%** et **30%** respectivement).

88% de la population sont favorables à ce que les augmentations de loyer autorisées dans le cadre de **la rénovation énergétique des bâtiments soient limitées afin que les locataires puissent en supporter le poids économique**. Cette opinion est également partagée par **75%** des propriétaires bailleurs. En revanche, **8%** d'entre eux pensent que les augmentations de loyer ne devraient pas être limitées, car cela diminuerait la motivation des propriétaires à améliorer l'efficacité énergétique de leurs bâtiments.



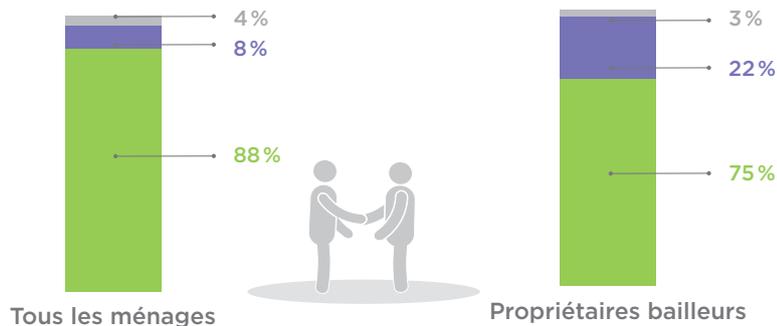
Une solution qui privilégie la justice sociale, illustrée aussi par le souhait d'un tarif progressif, est très importante pour les habitants de l'Allemagne. Ils pensent que l'État doit veiller à ce que les ménages à faibles revenus puissent obtenir les services énergétiques dont ils ont besoin à un prix abordable. La méthode adéquate pour y parvenir, par exemple à l'aide de subventions, ou en influençant le système de tarification, divise cependant la population. Une large majorité souhaite également que la rénovation énergétique des bâtiments ne s'effectue pas au détriment des locataires. **Une répartition plus équitable des coûts est donc prioritaire pour la population en matière de politique énergétique.**

DISTRIBUTION DE L'ÉNERGIE : UNE LARGE MAJORITÉ POUR LA PÉRÉQUATION SOCIALE



n = 7 366

Que pensent les répondants des augmentations exceptionnelles de loyer associées à la rénovation énergétique des bâtiments ?



- L'augmentation de loyer autorisée doit être limitée de sorte que les locataires puissent se permettre de rester dans le logement même après une rénovation énergétique.
- L'augmentation de loyer autorisée ne devrait pas être limitée, car cela diminuerait la motivation des propriétaires à investir dans la rénovation énergétique de leurs bâtiments.
- Ne sait pas.

n = 7 331 (tous les ménages) ; n = 868 (propriétaires bailleurs)

10 | OUI AUX ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, MAIS L'ATTITUDE EST RÉSERVÉE FACE AUX COOPÉRATIVES D'ÉNERGIE CITOYENNES ET AUX SYSTÈMES DE CHAUFFAGE INTELLIGENTS

93% de la population déclarent tenir compte de l'efficacité énergétique à l'achat d'un nouvel appareil électroménager. **87%** de la population trouvent qu'il est important d'économiser l'énergie au quotidien.

10% de la population ont déjà investi, individuellement ou collectivement, dans des systèmes de production d'énergie renouvelable⁶. Cependant, **61%** de la population ne peuvent pas imaginer le faire dans les deux années à venir, dont **41%** plutôt pas, **20%** pas du tout. **53%** des propriétaires de leur logement ne peuvent pas non plus l'imaginer.

8% de la population ont déjà investi dans un système de régulation intelligente du chauffage (Smart Heat), c'est-à-dire **11%** de tous les propriétaires et **3%** de tous les locataires en Allemagne⁷

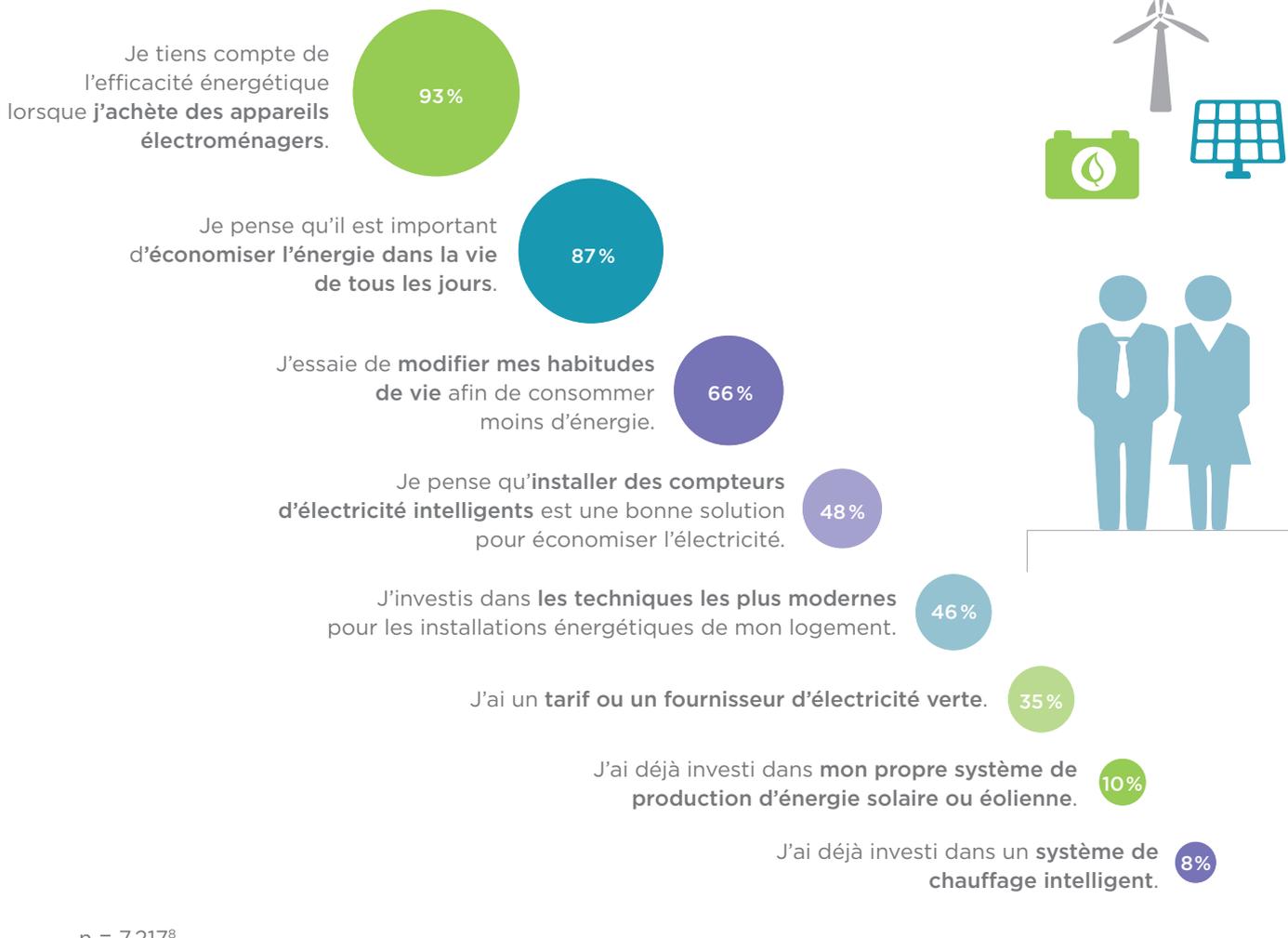
Plus de la moitié de la population (**56%**) ne peut pas imaginer investir dans un système de régulation intelligente du chauffage au cours des douze mois à venir.



Les habitants de l'Allemagne savent que la transition énergétique requiert leur participation active. Mais cette participation reste concentrée principalement sur l'achat d'appareils ménagers économes en énergie et sur des résolutions comportementales d'ordre général, par exemple ne pas gaspiller d'énergie. Cette volonté de coopérer n'a influencé le comportement d'investissement que chez un nombre très limité de personnes. Les investissements qui requièrent davantage d'implication et de connaissances se heurtent en effet à une attitude de réserve, y compris chez de nombreux propriétaires. Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas imaginer investir dans des systèmes de production d'énergie renouvelable ou dans un système numérique de régulation du chauffage. Il y a parfois un manque d'information, mais une grande incertitude règne aussi sur la rentabilité de cet investissement pour le ménage, sur le choix des installations qui conviennent, et sur la protection contre l'utilisation abusive des données numériques. **L'une des raisons à cela est que la situation sur le marché est génératrice de confusion pour le consommateur individuel. De plus, les conseils donnés jusqu'à présent en matière d'énergie ne semblent pas avoir porté leurs fruits. Ces conseils devraient avoir une présence locale plus prononcée et encourager efficacement la volonté d'investissement à l'aide d'indications concrètes sur les options disponibles. Il faudrait également examiner les possibilités de renforcement des mesures d'incitation financières.**

« PAS TROP D'EFFORTS S'IL VOUS PLAÎT... »

Participation à la transition énergétique



11 | PARTICIPATION : LES MÉNAGES AUX REVENUS LES PLUS FAIBLES ONT AUSSI DU POTENTIEL

La volonté de participer plus activement à la transition énergétique avec des investissements individuels ne se manifeste pas seulement chez les groupes de population particulièrement actifs à cet égard (propriétaires et ménages aux revenus les plus élevés), mais également chez les locataires et les ménages aux revenus les plus faibles.

Investir dans un système de production d'énergie renouvelable au cours des deux années à venir est quelque chose que peuvent s'imaginer :

- **16 %** de tous les locataires et **23 %** de tous les propriétaires en Allemagne
- **18 %** des ménages aux revenus les plus faibles et **21 %** de toutes les autres catégories de revenus

Investir dans un système de régulation intelligente du chauffage au cours des douze mois à venir est quelque chose que peuvent s'imaginer :

- **27 %** de tous les locataires et **34 %** de tous les propriétaires en Allemagne
- **24 %** des ménages aux revenus les plus faibles et **34 %** de toutes les autres catégories de revenus

42 % des ménages aux revenus les plus faibles sont favorables à l'installation de compteurs d'électricité intelligents (Smart Meter) décidée par le gouvernement fédéral ; pour toutes les autres catégories de revenus la moyenne se situe à **47 %**.



Tous les secteurs de la population sont disposés à contribuer à la transition énergétique. Ce sont précisément les groupes de population qui n'ont pour l'instant pratiquement pas participé aux coopératives d'énergie citoyenne ou aux investissements lourds dans le domaine des économies d'énergie qui pourraient devenir le fer de lance de tout un mouvement. **Il est donc essentiel de mettre au point des produits d'investissement ciblés pour toutes les catégories de revenus ainsi que pour les locataires et les propriétaires et, là où cela semble judicieux, de proposer une aide financière.** De nombreuses mesures d'investissement se sont déjà rentabilisées aujourd'hui. Mais même ceux qui sont disposés à investir sont freinés par des incertitudes sur le potentiel, les effets et la mise en œuvre pratique de leur projet. Les associations d'entreprises, environnementales et de consommateurs ainsi que les agences gouvernementales pourraient élaborer un programme conjoint afin de mieux conseiller toutes les catégories de consommateurs.

LES SYSTÈMES DE CHAUFFAGE INTELLIGENTS : INTÉRESSANTS POUR UN TIERS DE TOUS LES MÉNAGES



31% de la population peuvent imaginer investir un forfait de 250 à 400 euros dans un système de chauffage intelligent au cours des douze mois à venir.

Ce sont :



24% de tous les ménages aux revenus les plus faibles



31% des tous les ménages à revenus moyens



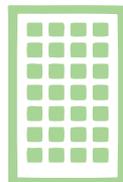
37% de tous les ménages aux revenus les plus élevés

n = 1774

Dont :

27% de tous les locataires

34% de tous les propriétaires



n = 2227

12 | LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE PRÉPARE L'AVENIR : LA MAJORITÉ N'ATTEND PAS DE BÉNÉFICES À COURT ET MOYEN TERME

73% de la population s'attendent à ce que **les effets de la transition énergétique soient plutôt positifs pour leurs enfants et petits-enfants, ou pour les générations suivantes.**

53% de la population s'attendent à ce que la transition énergétique ait des **effets plutôt négatifs sur leur situation financière et économique** au cours des dix années à venir. Cette opinion est similaire chez toutes les catégories de revenus.

Ni effets positifs ni effets négatifs ne sont attendus au cours des dix prochaines années par :

- **73%** des répondants en ce qui concerne leur **activité professionnelle**
- **42%** en ce qui concerne leur **mobilité**
- **49%** en ce qui concerne leur **environnement domestique**

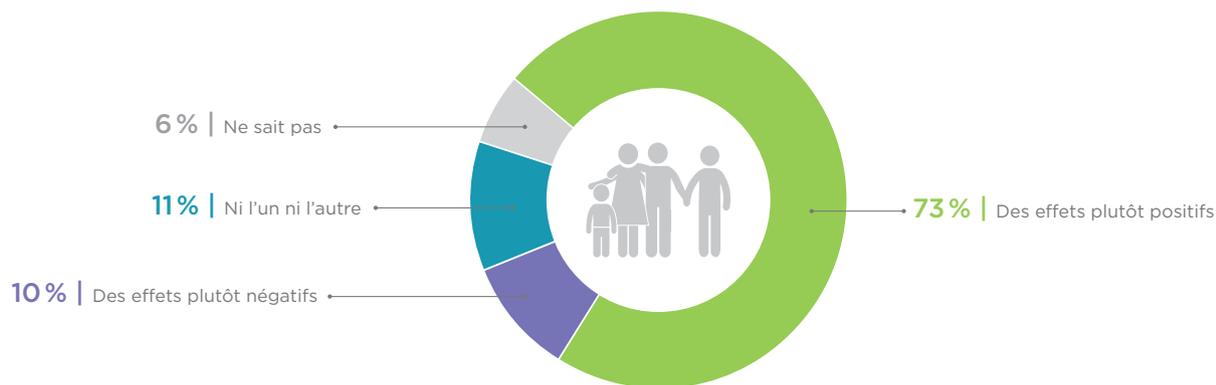
45% de la population s'attendent à ce que la transition énergétique ait **des effets plutôt positifs sur leur équipement en nouvelles technologies** au cours des dix prochaines années.



La justice intergénérationnelle joue un rôle important dans l'opinion de la population sur la transition énergétique : il s'agit avant tout d'un investissement pour l'avenir. Ceux qui associent à la transition énergétique une vie meilleure à court et moyen terme sont peu nombreux, et beaucoup ne s'attendent qu'à des effets réduits sur leur environnement de vie. Dans le domaine financier et économique, les attentes négatives prédominent. Un certain sentiment de distance par rapport au cadre de vie peut expliquer pourquoi de vastes pans de la population ne pensent pas pouvoir agir de façon significative, et choisissent plutôt de s'en remettre aux responsables politiques. Dans le même temps, les responsables politiques sont perçus comme peu compétents. **Ce dilemme appelle une démarche politique capable de créer et de soutenir les actions individuelles tout en orientant de façon transparente et convaincante la collectivité vers une distribution équitable des fardeaux.**

LES AVANTAGES SONT SURTOUT POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

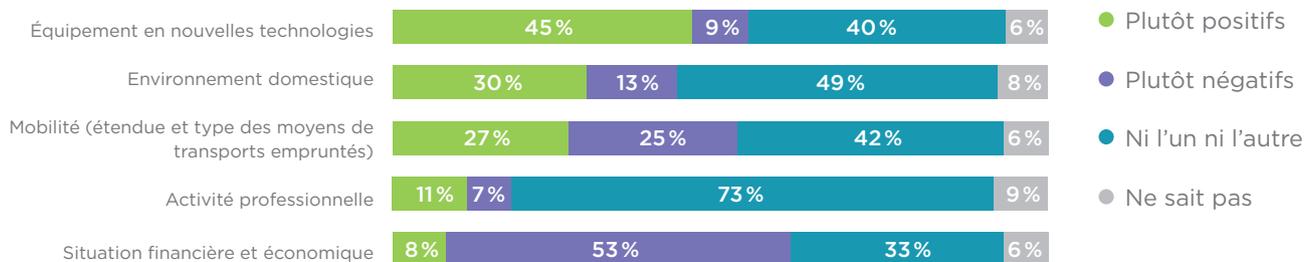
73% pensent que la transition énergétique aura dans l'ensemble des effets plutôt positifs pour leurs enfants et petits-enfants ou pour les générations suivantes.



Évaluation par les répondants des effets que la transition énergétique aura dans l'ensemble sur leurs enfants et petits-enfants ou sur les générations suivantes.

n = 7293

Effets attendus de la transition énergétique sur la vie quotidienne



Évaluation par les répondants des effets que la transition énergétique aura au cours des dix prochaines années sur différents domaines de leur vie.

n = 7297

CONCLUSIONS

1. La transition énergétique est un objectif fermement ancré et positivement connoté dans tous les secteurs de la société allemande. **Pour une vaste majorité de la population, la transition énergétique est la voie à suivre pour le futur de l'énergie.** Les responsables politiques peuvent compter sur un soutien large et solide pour une mise en œuvre ciblée de la transition énergétique.
2. La population est cependant moins convaincue par la façon dont la transition énergétique est mise en œuvre dans la pratique. Une action politique est nécessaire dans ce domaine. Les préoccupations se concentrent surtout sur les questions des coûts et de l'équité. La transition énergétique est perçue comme chère ; la majorité des gens s'attend à ce qu'elle ait des effets financiers et économiques négatifs à moyen terme, et une écrasante majorité considère que la politique de distribution pratiquée en Allemagne est inéquitable. Ces critiques ne semblent pas suffire à mettre en danger le soutien politique accordé à la transition énergétique. **Cependant, si ce mécontentement devait persister, le large soutien dont jouit la transition énergétique pourrait virer à un scepticisme croissant, voire au rejet.**
3. **En ce qui concerne le financement et la répartition des coûts de la transition énergétique, la population a des notions de justice et des idées de mise en œuvre qui sont fondamentalement différentes de celles que le gouvernement fédéral a appliquées jusqu'à présent dans sa politique.** La majorité rejette tout autant le financement actuel de la transition énergétique à l'aide de surtaxes sur le prix de l'électricité que paie le consommateur final que les règles d'exemption de l'EEG pour les industries électro-intensives. Selon une grande majorité, les ménages et les entreprises qui consomment beaucoup d'énergie et causent des niveaux élevés d'émissions de CO₂ devraient apporter une contribution financière nettement plus importante que ceux qui consomment moins. Les futurs débats sur la conception de la transition énergétique devraient faire une place aux idées de la population sur la répartition équitable des coûts.
4. **Le gouvernement fédéral a tout intérêt à promouvoir davantage la péréquation sociale dans le cadre de la transition énergétique.** Une grande majorité de la population, et notamment des ménages aux revenus les plus élevés, souhaite que les ménages à faibles revenus aient un accès suffisant aux services énergétiques. L'opinion publique est que la responsabilité en revient à l'État. De la même façon, les locataires ne devraient pas souffrir de la rénovation énergétique

des bâtiments. Des mesures de protection efficaces sont donc demandées, et devraient figurer à l'ordre du jour des responsables de la politique énergétique.

5. En outre, il apparaît nettement que l'expansion de l'énergie éolienne terrestre requiert une intervention. Le public souhaite pouvoir participer davantage au processus politique, bien que cette participation soit limitée par le cadre juridique de la planification. Ce souhait appelle clairement une culture de la participation mieux gérée et plus étendue. **L'éolien imposé d'en-haut rencontrera une opposition croissante. C'est pourquoi un cadre juridique adéquat doit être mis en place, de sorte à faciliter une participation substantielle aux projets éoliens locaux dès leurs premières phases.** D'autres options de participation plus informelles permettraient aussi aux résidents vivant dans les environs de ces nouveaux équipements énergétiques de mieux faire entendre leurs demandes et préoccupations, et de contribuer au processus de planification.
6. Il y a également un clair besoin d'intervention politique dans le domaine des contributions personnelles à la transition énergétique. Ce projet demande de grands efforts, et les gens souhaitent en principe y participer, mais restent sceptiques quant aux possibilités et conditions. **Les opportunités et les options proposées afin que toutes les ca-**

tégories de la population puissent s'engager pour la transition énergétique et y contribuer doivent être mieux mises en valeur, communiquées et promues.

Il faut des mesures d'incitation financières accompagnées de plus d'information et de transparence – par exemple sur les factures d'électricité et de chauffage, mais aussi un éventail complet d'offres éducatives, par exemple dans les écoles, afin de toucher également les jeunes générations.

7. Dans l'ensemble, une transition énergétique durable sur le plan social appelle **une démarche politique capable de créer un cadre propice à l'action individuelle tout en orientant de façon transparente et convaincante la collectivité vers une distribution équitable des fardeaux.**

NOTES

- (1) L'enquête a été réalisée en ligne auprès de ménages germanophones de juin à juillet 2017 dans le cadre de forsa.omninet. Des personnes qui n'utilisent pas Internet ont également participé à l'enquête (sur leur télévision) afin que l'enquête prenne en compte cette partie de la population et que l'étude reste représentative de l'ensemble de la population. Les personnes interrogées étaient celles qui prenaient les décisions relatives à l'énergie au sein de leur ménage. Étant donné que les enquêtes réalisées auprès des ménages enregistrent habituellement une participation réduite de la part des ménages à faibles revenus, dont les opinions étaient cependant de grande importance pour notre étude, l'échantillon a été structuré de façon disproportionnée pour cette catégorie de revenus (échantillon stratifié). La taille brute de l'échantillon était de 12 941 ménages. La taille nette de l'échantillon est de 7 843 ménages, dont 83 % ont fini au questionnaire. L'analyse des données du questionnaire réalisé auprès des ménages a été effectuée à l'aide de méthodes exploratoires et de statistique descriptive. Étant donné que l'étude était représentative de la population, les termes « population » et « répondants » sont utilisés indifféremment. Dans cette publication les chiffres ont été arrondis vers le haut ou vers le bas afin de donner des pourcentages entiers.
- (2) Les groupes de discussion ont été menés sous forme de groupes homogènes comprenant chacun huit à dix participants : i) ménages aux revenus les plus faibles, ii) ménages aux revenus les plus élevés, iii) conseillers en énergie, iv) professionnels du secteur des énergies renouvelables et v) professionnels du secteur des énergies traditionnelles. Les participants ont été recrutés à l'aide d'un institut d'études sociales et de marché.
- (3) La classification des revenus utilisée ici est basée sur les catégories de revenus de l'Institut de l'économie allemande de Cologne (voir également www.arm-und-reich.de). Les catégories suivantes ont été définies pour cette étude sur la base du revenu mensuel net pondéré (revenu équivalent) : ménages aux revenus les plus faibles, jusqu'à 80 % du revenu équivalent médian ; ménages à revenus moyens, de 81 à 150 % du revenu équivalent médian ; ménages aux revenus les plus élevés, à partir de 151 % du revenu équivalent médian.
- (4) Les partisans désignent ici les ménages (n = 4 307) qui ont indiqué dans le questionnaire une préférence pour un parti.
- (5) Parmi ceux qui ont indiqué une préférence pour un parti et qui pensent que « aucun parti » n'a les meilleures propositions, les partisans du SPD représentent la part la plus importante, suivis des partisans de la CDU/CSU avec 28 % et des partisans de Die Linke avec 11 % (n = 4 307).
- (6) Dont 37 % ont investi dans une installation de chauffage solaire, 35 % dans une installation photovoltaïque et 12 % dans une pompe à chaleur. 7 % ont participé activement à une coopérative d'énergie citoyenne. 90 % de ceux qui ont déjà investi sont propriétaires.
- (7) Il existe des différences entre les catégories de revenus. 5 % des ménages aux revenus les plus faibles et 12 % des ménages aux revenus les plus élevés ont déjà investi dans un système de chauffage intelligent.
- (8) n = 7 217 pour les questions sur les appareils domestiques économes en énergie, les économies d'énergie au quotidien, la modification des habitudes de vie et les investissements dans les dernières applications technologiques. n = 7 843 pour les questions sur l'électricité verte. n = 7 232 pour la question sur le compteur intelligent. n = 7 274 pour la question sur les investissements dans les systèmes solaires et éoliens et n = 7 272 pour les questions sur les investissements dans les systèmes de chauffage intelligents.

www.iass-potsdam.de • www.dynamis-online.de



INNOGY
STIFTUNG